

24 avril 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Transcription de la conférence de presse conjointe du Président de la République, Emmanuel Macron et de Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI.

*Washington Maison Blanche – Mardi 24 avril 2018*

LE PRÉSIDENT : Merci, Monsieur le Président, cher Donald. Merci à vous et à votre épouse Melania pour votre accueil.

Je veux vous dire combien nous sommes heureux, avec mon épouse Brigitte et l'ensemble de la délégation française, d'être, durant ces trois jours, vos invités, après cette formidable visite et l'honneur que vous nous aviez fait d'être présent pour le 14 juillet dernier à Paris.

Vous avez rappelé, Monsieur le Président – dans nos deux prises de parole inaugurales, tout à l'heure, nous l'avons l'un et l'autre fait – l'importance et la profondeur des liens qui nous unissent.

Ces liens remontent à la constitution même de votre pays, à sa révolution fondatrice et ont jalonné notre Histoire.

Ce sont des liens basés sur nos intérêts réciproques et notre attachement profond à la liberté et la paix.

A chaque fois que celles-ci ont été menacées, nous avons toujours été là l'un pour l'autre.

Nous l'avons célébré ensemble hier soir, tous les quatre, en nous rendant en effet à Mount Vernon, où nul autre mieux que George WASHINGTON ne pouvait illustrer la force de ces liens et de l'engagement de nos deux pays.

Vous avez parfaitement rappelé, Monsieur le Président, à l'instant, les enjeux les plus importants, je veux peut-être ici revenir sur quelques-uns des sujets essentiels pour la relation bilatérale et au-delà.

Le premier, c'est l'Iran, vous avez rappelé tout à l'heure très clairement devant la presse et vous venez de le faire, quelles étaient vos positions de campagne et quelles étaient vos positions en tant que dirigeant des États-Unis d'Amérique sur ce sujet.

Il n'y a pas de mystère pour dire que nous n'avons pas les mêmes positions de départ sur ce point, et ni vous ni moi n'avons pour tempérament ou habitude de changer de position au gré du vent. Néanmoins, nous avons eu – je crois pouvoir le dire – une discussion très approfondie en tête-à-tête sur ce sujet.

Vous considérez que l'accord iranien, le JCPOA, l'accord qui a été négocié en 2015 avec l'Iran est un mauvais accord. Depuis plusieurs mois, je dis que ce n'est pas un accord suffisant, mais qu'il nous permet en tout cas d'avoir jusqu'en 2025 un contrôle sur les activités nucléaires.

Nous souhaitons donc pouvoir désormais travailler sur un nouvel accord-cadre avec l'Iran. Ce dont nous avons besoin – je crois que là-dessus notre discussion a permis d'éclairer pleinement ce choix et cette convergence de vues – c'est de couvrir quatre sujets essentiels.

Le premier, c'est de bloquer toute activité nucléaire militaire de l'Iran jusqu'en 2025, c'est ce que seul permettait de faire le JCPOA.

Le deuxième, c'est de nous assurer qu'à plus long terme il n'y ait pas d'activité nucléaire iranienne.

Le troisième sujet essentiel, c'est de pouvoir stopper les activités balistiques de l'Iran dans la région.

Le quatrième point essentiel, c'est de créer les conditions d'une stabilité politique dans la région et donc de mieux contenir la domination iranienne et ses positions militaires en Irak, en Iran, au Yémen, comme l'influence qu'elle a sur le Liban.

Sur ces sujets, j'ai une position constante qui est de dire que nous devons justement trouver le cadre pour, ensemble, avec les puissances de la région, avec les dirigeants iraniens, réussir à trouver un accord.

Je souhaite donc que nous puissions nous engager sur cette voie dans les semaines et les mois à venir. Cette voie est la seule qui permette la stabilité.

La France n'a aucune naïveté à l'égard de l'Iran. Nous avons aussi un grand respect pour le peuple iranien qui, à travers son Histoire, a montré toujours sa force. Nous ne voulons pas répliquer les erreurs du passé. A chaque fois que nous avons voulu nous substituer à la souveraineté d'un peuple de manière unilatérale, nous avons créé encore plus de terreur. Je tiens à ces lignes importantes.

Mais nous voulons pour nos alliés la stabilité durable. Donc, je crois que la discussion que nous avons eue ensemble permet d'ouvrir la voie de ce nouvel accord qui me paraît indispensable, sur lequel nous allons travailler, sur lequel nous souhaitons associer, au-delà de l'ensemble des partenaires européens, les puissances de la région et, évidemment, la Russie et la Turquie.

C'est dans ce cadre d'ailleurs que nous pourrons, dans la durée, ensemble, construire une solution à la situation en Syrie. En Syrie, nous sommes engagés conjointement au sein d'une coalition internationale contre Daesh et les groupes terroristes qui nous menacent. Nous continuerons à œuvrer jusqu'au bout dans ce cadre et jusqu'à la victoire.

Néanmoins, il nous faut dans la durée gagner la paix et donc éviter que la Syrie ne tombe sur quelque hégémonie ou partition que ce soit dans la région. Pour ce faire, cette approche que nous venons d'acter ensemble permet d'inclure la situation syrienne dans le cadre de ce travail sur l'ensemble de la région que nous devons conduire et donc dans ce pilier d'encadrement régional de l'Iran.

En Syrie, nous allons continuer à œuvrer ensemble au sein du Conseil de sécurité, pour nous assurer que le droit international humanitaire, l'interdiction d'utilisation des armes chimiques sont pleinement respectés. Nous prendrons, comme nous l'avons fait il y a quelques jours, toutes nos responsabilités.

Mais nous allons désormais œuvrer aussi avec nos partenaires sur ce sujet à construire une solution politique durable inclusive qui évitera toute hégémonie et qui évitera, là aussi, de nourrir le terrorisme à venir.

Nous avons, au-delà de ces sujets, évoqué ensemble le climat. Là aussi, nous connaissons nos désaccords, la France continuera à travailler sur des textes importants comme le Pacte mondial sur l'environnement.

Mais je crois pouvoir dire que nous souhaitons que nos secteurs économiques, nos chercheurs puissent continuer à travailler sur des solutions concrètes en la matière et nous sommes, l'un et l'autre, attachés à ce point.

Enfin, sur le commerce – vous l'avez évoqué – je me retrouve dans la formule qui a été la vôtre, d'avoir un commerce juste et équitable.

Nous avons aujourd'hui, quand on regarde le commerce international, des défis conjoints. Il y a des surcapacités dans certains secteurs qui sont bien connues. Nous devons œuvrer ensemble pour éviter qu'elles ne déstabilisent nos marchés ou ne créent une concurrence déloyale.

Mais je crois pouvoir dire que nous sommes, l'un et l'autre, attachés à ce qu'entre alliés, il y ait le respect du droit international commercial, en tout cas la France y est attachée. Nous avons nos préférences collectives réciproques. Nous avons des situations que nous pouvons sans doute améliorer. Mais je crois que l'un et l'autre, nous sommes aussi attachés à ce que nos entreprises, nos milieux d'affaires puissent travailler sereinement, dans un cadre clair et de long terme. En tout cas, j'y suis profondément attaché.

Voilà, Monsieur le Président, en complément des quelques points que vous avez faits, les sujets sur lesquels je souhaitais revenir et vous redire combien les discussions que nous avons aujourd'hui, celles que nous aurons demain se nourrissent tout à la fois de la force de ces liens historiques qui nous obligent et nous portent et d'une amitié sincère, que, je crois, nous partageons.

Merci encore, Monsieur le Président, Madame, pour votre formidable accueil, merci pour ces trois jours passés parmi vous et merci également de souhaiter être au rendez-vous des défis collectifs que nous avons à relever. Ils sont importants pour les Etats-Unis d'Amérique et ils sont importants pour la France et l'Europe et

importants pour nos peuples.

Merci beaucoup.